



Déclaration FSU

CSE du 8 juillet 2021

Ce dernier CSE de l'année scolaire nous permet de revenir sur cette année vraiment pas ordinaire. Le système éducatif a dû faire face à une crise sanitaire et à sa gestion ministérielle erratique, qui a demandé à l'ensemble des personnels de s'adapter quasiment quotidiennement. Sans eux, rien n'aurait été possible. C'est bien grâce à eux que le système éducatif a pu fonctionner.

Malgré cela, les élèves et les étudiant.es ont souffert de moins d'école avec des conditions d'apprentissage dégradées. Enfants, parents et personnels ont redécouvert que l'école était un lieu de vie indispensable pour les enfants et les jeunes adultes. Avoir manqué de ce lieu d'échange laissera probablement des traumatismes pour ces jeunes générations si nous n'y prêtons pas d'attention. Nous le savons, ce sont les élèves les plus fragiles qui ont été les plus impactés. Nous devons prendre en compte les conséquences pédagogiques, psychologiques et sociales de cette crise dans les années à venir si nous ne voulons pas voir augmenter le taux d'élèves en difficultés scolaires, et à terme le taux de décrochage et de sorties sans diplômes.

Les moyens mis en œuvre par votre ministère sont loin d'être à la hauteur de cet enjeu de la réussite de toutes et tous ; ce ne sont pas par exemple les 1500 heures supplémentaires déployées dans le second degré, alors que vous continuez à supprimer des milliers de postes, qui répondront aux besoins de plus d'Education et de formation nécessaires pour compenser les heures perdues au cours des deux dernières années scolaires. C'est d'autant plus vrai, faut-il le rappeler, que la crise sanitaire n'est pas derrière nous. La FSU continue de demander la mise en place de scénarios en fonction des évolutions, et que soient associés à l'organisation de la rentrée prochaine les organisations syndicales et les personnels. Un plan d'urgence pour l'Ecole doit enfin être décidé.

Pour la FSU, il faut mettre en œuvre des moyens dans la durée pour permettre de renforcer notre système éducatif afin qu'il puisse faire face aux conséquences des différentes crises à venir (crise économique, climatique, sanitaire, ...). Il y a nécessité d'intégrer l'idée qu'il faut vivre avec les virus et donc mettre en place des mesures dans la durée afin de mettre en œuvre une réelle continuité pédagogique.

Cela passe notamment par un plan de recrutement de personnels permettant de renforcer les équipes pluriprofessionnelles (professeurs, enseignant.es spécialisé.es RASED, CPE, AESH, AED, administratifs, assistant.es de service social, infirmières, PsyEN ...) pour renforcer la prévention, l'accueil, l'écoute, l'accompagnement et les apprentissages des élèves. Dans cet objectif, la FSU demande que des listes complémentaires pour les concours soient constituées de toute urgence.

Cela passe par un investissement dans le bâti permettant d'intégrer de nouvelles normes sanitaires notamment des salles de classe plus grandes, mieux isolées et mieux aérées, équipées en détecteurs de CO2 ou encore repenser la circulation des élèves dans les écoles et les EPLE.

Cela passe aussi par un investissement dans l'équipement et pas que dans l'équipement informatique. Mais aussi et surtout par un investissement éducatif et pédagogique pour permettre une meilleure prise en charge des élèves, notamment par des moyens alloués à l'année pour la mise en place de groupe à effectifs réduits.

Là, sont les enjeux pour notre Ecole et les propositions du ministère pour donner suite au Grenelle de l'Éducation ne permettent pas d'y répondre. JM Blanquer s'enferme à vouloir transformer l'école selon son modèle néolibéral alors que celui-ci a montré dans de nombreux pays son inefficacité face à la pandémie.

La FSU rappelle que les propositions de revalorisation des enseignant.es sont loin d'être à la hauteur de la « revalorisation historique » promise depuis des mois.

Tout particulièrement pour les AESH, la mise en place d'une réelle grille indiciaire avec avancement automatique est à mettre au crédit de la mobilisation intersyndicale de ces derniers mois. Mais cette grille reste à un niveau insuffisant et ne permet pas de résoudre toutes les questions posées sur les conditions de travail et de rémunération des AESH.

D'ores et déjà, la FSU appelle les personnels à se réunir dès la rentrée pour construire ensemble les mobilisations permettant d'obtenir un changement radical de politique éducative, une réelle revalorisation des métiers de l'Éducation et les moyens nécessaires à la réussite de toutes et de tous.